

Antoine Marès,

*Entretien avec M. Hubert Beuve-Méry,
à Paris, le 18 janvier 1983*

A.M.

- Si la Fondation Jean Monnet a tant tenu à ce que je vienne vous trouver, c'est que, jusqu'à présent, le programme d'interviews réalisées a surtout touché le monde politique : MM. Pleven, Mendès France, Teitgen..., les hauts fonctionnaires qui ont collaboré avec Jean Monnet, au Plan ou avant, lors de ses missions aux Etats-Unis à partir de 1938, et qu'il y avait un trou en ce qui concernait la presse. Or, d'après ce que dit Jean Monnet dans ses Mémoires, et d'après tout ce que j'ai pu entendre de la bouche de ses collaborateurs, il accordait une grande importance à ses relations avec la presse : il y prêtait toujours une grande attention et je crois que vous avez dû vous en rendre compte. L'autre raison, peut-être essentielle, c'est que Jean Monnet fait état, dans ses Mémoires, des relations particulièrement amicales qu'il a eues avec vous et que, dans le livre que vous ont consacré MM. Jeanneney et Julliard, il est fait allusion au rôle qu'a joué Jean Monnet à un moment crucial de l'histoire du Monde.

Dans quelles conditions avez-vous été amené à rencontrer Jean Monnet pour la première fois ? Aviez-vous entendu parler de lui avant cette rencontre ? Pour quelles raisons vous êtes-vous rencontrés ?

H.B.M.

- Je n'ai pas de souvenirs précis et je n'ai pas tenu de journal. Ce qui est vraisemblable -sinon certain- c'est que j'ai eu l'occasion de voir Jean Monnet, pour des raisons professionnelles, rue de Martignac. ^{en 48-49} J'avais des amis comme Paul Reuter, Paul Delouvrier -avec lesquels j'étais et reste très lié- qui eux-mêmes collaboraient étroitement avec Jean Monnet. Par conséquent, le contact a pu s'établir sans difficulté. Mais à quelle date précise ? Je suis bien incapable de le dire.

Ce qui est sûr c'est que Jean Monnet est intervenu de tout son poids lorsque je fus amené à donner ma démission de gérant du Monde, en juillet 1951. C'est aussi que la sympathie et l'habitude des rencontres se sont très vite établies. L'un et l'autre manifestations, dans nos domaines respectifs, un attachement profond à la concrétisation et au développement de l'idée européenne. Jean Monnet attachait de l'importance à tout ce qui pouvait servir efficacement la cause. La presse figurait naturellement dans ce lot, et plus particulièrement Le Monde, en raison de l'influence qu'il exerçait à l'époque.

Voilà la façon dont nos relations se sont nouées, évoluant rapidement en une amitié, une affection profondes dont témoignent le courrier échangé

et le fait que, pendant de longues années, nous avons fréquemment déjeuné en tête-à-tête, soit au restaurant, soit dans l'appartement de l'avenue du Bois, soit dans le hâvre d'Houjarray avec Madame Jean Monnet, ou même en Savoie où, pendant plusieurs étés, il allait faire une cure. Il prenait alors la peine de monter un peu plus haut, en montagne, et nous passions une journée ensemble.

Si j'essaye d'analyser un peu plus profondément nos relations, en-dehors de vues et de perspectives largement communes, le point de divergence portait sur le rôle de l'Angleterre. Sans aller aussi loin que de Gaulle avec son veto, je ne pouvais me défendre d'un grand scepticisme. J'avais vu successivement les Premiers ministres conservateur et travailliste : Harold Macmillan m'avait fait un véritable "cinéma". Il m'avait dit qu'il jouait tout sur l'Europe, sa famille, sa carrière, son pays... et, quelques mois après, il concluait un accord avec les Américains qui montrait bien que l'Angleterre restait une "île" en position avancée anglo-saxonne. Quand j'avais vu Harold Wilson, à deux reprises, il m'avait paru avoir aussi une position contradictoire : une fois, susceptible d'entrer dans le jeu, une autre fois, ne cessant de parler de l'Australie et de la Nouvelle-Zélande. J'ai fini par lui demander si le beurre néo-zélandais devait jouer un pareil rôle dans un problème d'importance mondiale. Il m'avait fait un discours sur la qualité britannique, le comportement britannique, l'assimilation à l'Angleterre des Néo-Zélandais, comme s'ils faisaient partie d'une province anglaise. Si bien que j'ai fini par lui demander si je me trouvais chez le Premier britannique ou chez le rédacteur en chef du Daily Express, connu pour son attachement plus ou moins impérialiste à l'égard du Commonwealth. Il ne l'a pas mal pris, et il est reparti sur les vertus de la Nouvelle-Zélande et sur les devoirs que cela imposait aux Anglais.

Jean Monnet revenait souvent sur ce débat qui lui tenait très à coeur. Avec toute sa patiente obstination, il s'efforçait de me convaincre. J'objectais que de Gaulle n'avait pas tout à fait tort et que, pour ma part, je ne croirais à l'Angleterre européenne que lorsqu'elle serait vraiment rattachée au continent par un large tunnel ou par un large pont. Et que ce serait encore très long.

A.M.

- Vous parlez là d'un débat que vous aviez au début des années soixante ?

H.B.M.

- Probablement, parce que c'était le moment le plus "critique" des rapports extérieurs de la France gaulliste, avec la fin de la guerre d'Algérie, le pacte franco-allemand et le veto à l'entrée de l'Angleterre dans l'Europe des Six. Mais nos rencontres avaient commencé bien avant et il nous arrivait d'aborder bien d'autres sujets.

Quelles étaient les raisons profondes de ces entretiens avec Jean Monnet alors qu'il n'avait pas la réputation de ménager ses collaborateurs directs et les soumettait souvent à rude épreuve ? Je crois qu'il s'agissait simplement d'une de ses manières d'être, différente avec les gens de l'extérieur qui lui servaient de test pour son propre comportement et l'efficacité de sa dialectique. C'était net dans sa manière d'interroger, de reprendre perpétuellement les problèmes : j'étais un de ceux avec qui il menait volontiers ce jeu-là, en tirant bien entendu les conclusions qu'il voulait.

Quand Jean Monnet se sentit faiblir, malade, inquiet de ce qu'allait devenir le Comité d'Action pour les Etats-Unis d'Europe, il m'a plusieurs fois suggéré de prendre la suite. Cela me gêne un peu d'en parler car cette offre si flatteuse m'avait presque affligé. En ce sens qu'elle m'apparaissait, sans fausse modestie, comme une erreur de jugement. Je n'ai pas du tout, en effet, ce génie obstiné avec lequel on "travaille les gens aux côtes" pour obtenir le résultat recherché. A plus forte raison sur le plan international qui était la raison d'être de ce Comité. Quand il l'avait fondé, nous en avions beaucoup parlé et j'admirais cette sagesse, ce souci d'efficacité qui l'incitait à ne pas se fier uniquement au pouvoir politique en place, mais à faire adopter ses vues par les partis, les syndicats et toutes les forces organisées possibles.

Je ne me sentais pas apte à jouer ce rôle. Mais il insistait : "Avec Le Monde, vous ne vous rendez pas compte de l'influence que vous avez, du poids de ce que vous écrivez !" Il y avait d'ailleurs un autre obstacle : le fait d'avoir appris l'anglais et le latin près d'un demi-siècle auparavant et de n'avoir jamais eu le temps - ou d'avoir eu le tort de ne pas le prendre - de faire l'effort nécessaire pour m'exprimer en anglais, me paraissait suffisant pour me disqualifier.

A.M.

- J'ai eu la curiosité de regarder Le Monde des mois de mars, avril et mai 1950 pour voir s'il n'y avait pas de signes précurseurs de ce qu'allait être la déclaration Schuman. J'ai constaté dans les articles de Jean-Jacques Servan-Schreiber, en germes, certaines des idées qui ont été exprimées le 9 mai. Avez-vous discuté de ces questions avec Jean Monnet au cours des premiers mois de 1950 ? Saviez-vous qu'il se préparait quelque chose ?

H.B.M.

- C'est possible, mais honnêtement je ne saurais vous répondre avant d'avoir dépouillé quelque quarante ans d'archives !

A.M.

- Vous souvenez-vous de la position de Jean Monnet vis-à-vis de vos thèses et du courant qu'on a qualifié de "neutraliste" au Monde ?

H.B.M.

- Il savait qu'il s'agissait là d'un point sensible et ne l'abordait jamais sans tenir compte de nécessaires distinctions. A propos de ce "neutralisme", j'ai beaucoup regretté plus tard de n'avoir pas su opposer à cette étiquette facilement péjorative la formule adoptée à Bandoeng, en 1955, sur le "non-alignement". Il est évident que j'avais des sentiments beaucoup plus réservés vis-à-vis de la politique américaine que Monnet lui-même. Je croyais que l'Angleterre n'était pas mûre pour adhérer à l'Europe et j'avais contracté une certaine méfiance à l'égard des Américains.

Cela avait commencé à mon premier voyage en 1945. J'ignorais tout de l'Amérique. J'avais vécu en Europe centrale la montée en puissance du troisième Reich. Aux lendemains de la Libération une autre aventure, celle du Monde, m'était offerte. Diriger un journal qui s'appelait Le Monde en ignorant l'Amérique eût été pour le moins paradoxal. L'occasion d'un premier voyage fut la fondation des Nations Unies à San Francisco. La guerre n'était pas finie. Départ en convoi de Glasgow et débarquement dix jours plus tard... à Halifax. Pour aller à San Francisco ! On a traversé ainsi toute l'Amérique. Sur le chemin du retour, je me suis arrêté notamment à Harvard. Et là j'ai découvert les Américains : ils m'ont montré avec beaucoup de gentillesse les efforts qu'ils avaient faits pour former des hommes capables d'administrer les territoires libérés au fur et à mesure que les armées alliées avanceraient : c'étaient pour la plupart des émigrés allemands fuyant les persécutions nazies. Vu d'Amérique, pourquoi pas ? C'était pourtant inacceptable et avait provoqué une belle fureur du général de Gaulle, rejetant violemment toute combinaison de ce genre. Lors d'un voyage postérieur, mon séjour avait coïncidé avec celui de trois ministres français qui étaient venus demander de l'argent. Si bien que j'avais écrit que si on y allait de ce train là mieux vaudrait finalement demander pour la France la cinquantième étoile : nos véritables intérêts seraient ainsi mieux défendus par deux sénateurs au Capitole que par vingt ministres mendicants. Polémique, bien sûr...

Et puis il y a eu la grande querelle avec Gilson sur le Pacte atlantique : il est certain que le Pacte ne garantit pas l'automatisme

de l'engagement américain. J'avais tendance à dire : "Attention !", mais ma conviction européenne n'en était que plus forte.

On a dit aussi que j'étais opposé à la C.E.D. : c'était vrai et c'était faux. J'étais à New York lors de la session du Conseil atlantique sur le réarmement de l'Allemagne dont la France ne voulait pas et dont le principe est passé comme une lettre à la poste ; Schuman comptait sur le soutien du ministre britannique qui lui a fait totalement défaut.

Le correspondant du Monde, Maurice Ferro, était avec moi : nous avons réussi à saisir Schuman au pied du Walldorf, et nous sommes partis dîner tous les trois au Rockefeller Center. Nous avons repris le fil des événements : Schuman était très amer sur ce qui s'était passé. J'avais écrit peu avant un éditorial en précisant que "le réarmement de l'Allemagne était contenu dans le pacte atlantique comme le germe dans l'oeuf". C'était évident. Mais cela avait fait d'autant plus scandale que la veille Robert Schuman avait déclaré au Parlement : "L'Allemagne n'a pas d'armes et elle n'en aura pas !".

Je n'étais cependant pas opposé à toute forme de réarmement allemand et j'avais même pu, ce soir là, raconter une histoire de résistance à Robert Schuman. Faisant un "topo" à une réunion de chefs de maquis aux Glières, j'avais dit qu'une des choses à faire après la guerre serait de former les sous-lieutenants français et allemands dans les mêmes écoles. Il y avait là des F.T.P. Le chef de camp, qui était un officier d'active, me dit le soir : "Un accident est vite arrivé, il vaudrait mieux que vous ne repartiez pas par le chemin par lequel vous êtes venu. Votre exposé provoque des remous".

Alors Schuman m'a dit avec son accent inimitable : "Vous savez, c'est parfois quand on ne croit plus aux choses qu'on les fait". Et il a envoyé le soir même un télégramme à Paris. L'affaire de la C.E.D. a débuté comme cela.

Après, j'ai suivi la question et j'ai vu que, pour les Américains, en partant de l'idée qu'avait vraisemblablement suggérée Schuman de commencer par de petites unités intégrées, on passait très vite du régiment à la division, à l'armée et, pourquoi pas ? au grand Etat-Major. Le bruit courait bientôt que le général Guderian lui-même hantait les couloirs du Pentagone ! Non !

Mon neutralisme, c'était ça. Et, bien sûr, nous en avons bien des fois discuté avec Jean Monnet qui s'intéressait passionnément à ces histoires.

A.M. - Les détracteurs de Jean Monnet ont souvent dit qu'il était "l'homme des Américains". Qu'en pensez-vous ?

H.B.M. - Il était profondément engagé par toute sa vie antérieure dans le monde anglo-saxon. Cela ne voulait certes pas dire qu'il était aux ordres des Américains. Il évoluait simplement dans ce milieu comme un poisson dans l'eau. S'il éprouvait en toute sincérité le besoin de constituer une véritable Europe, il ne la concevait pas sans le concours de l'Amérique. Il y avait à ce sujet un peu plus qu'une nuance entre nous. Non pas que j'aie pensé qu'il fût possible de mettre l'Amérique hors du jeu, mais, à tort ou à raison, j'estimais qu'on pouvait rester plus distant.

A.M. - Jean Monnet vous parlait-il des risques de guerre au printemps 1950 ?

H.B.M. - C'était probablement le début de nos relations. Je n'ai pas de souvenir précis à ce sujet.

A.M. - Vous a-t-il parlé du général de Gaulle ?

H.B.M. - Certes. Même qualifié d'"inspirateur", son souci d'efficacité faisait qu'il ne se barricadait nullement devant cette hostilité. Au contraire, il essayait de se frayer un chemin en cherchant qui il pourrait approcher au Cabinet, qui il fallait convaincre. Il m'est arrivé - nous étions assez familiers - de lui dire qu'il me faisait penser à un paysan charentais qui voudrait absolument vendre sa vache. Il y avait de cela : une maligne obstination paysanne.

A.M. - J'ai été assez frappé par les conclusions des personnes que j'ai interviewées et qui, très souvent, ont placé Jean Monnet sur le même plan que le général de Gaulle. Partagez-vous ce point de vue ? A-t-il été si important ?

H.B.M. - Sûrement très important. Mettre de Gaulle et Monnet sur les plateaux d'une même balance paraît difficile, justement parce que les deux hommes étaient trop différents dans leurs situations, leurs

ambitions et leurs méthodes. Sur le plan de l'efficacité et de l'influence qu'exerçait Monnet -les sonnettes qu'il pouvait tirer- dans les différents pays européens, on peut épiloguer à l'infini. De Gaulle, lui, procédait souvent par foucade ou par autorité. L'un restait attaché aux valeurs nationales les plus traditionnelles, l'autre s'ouvrait largement aux exigences du futur. Chacun, à sa manière, a eu rang de créateur d'Histoire.

Monnet s'était démis de toute charge officielle avec le sentiment qu'il serait beaucoup plus efficace en retrait qu'investi de postes voyants et lourds à porter. Avec sa méthode de contacts et de persuasion, en évitant, sauf en de très rares circonstances, de se placer au premier plan, trouvant plus sûr d'agir par personnes interposées.

A.M.

- Comment se fait-il que Jean Monnet, qui n'était ni orateur ni écrivain, ait eu cette puissance de persuasion ?

H.B.M.

- Je reprendrai ma comparaison vulgaire de tout à l'heure à propos de cette force paysanne et maligne. Cela m'amusait, mais j'appréciais beaucoup cette façon d'arriver à ses fins, sans ostentation.